

G 133.278

L'ENTENTE FRANCO-ALLEMANDE

par Friedrich SIEBURG (1)

Ma thèse est la suivante: le problème franco-allemand ne peut être résolu que dans un cadre plus vaste. L'entente entre la France et l'Allemagne doit découler de l'Europe, et non pas en être la condition préliminaire. La plupart des causes de frictions entre les deux pays pourront être supprimées dans le cadre plus vaste qui se forge, avec une puissance accrue de jour en jour, sous la pression des tensions mondiales. Bien des points, certes, peuvent être améliorés dans les rapports directs, quoique ni la façon de traiter le problème sarrois, ni celle de traiter la question — en soi vraiment peu importante — de Kehl, ne nous aient jusqu'ici présagé une heureuse issue. Mais laissons ces détails et examinons plutôt les raisons qui nous incitent à renoncer à l'illusion d'une entente directe et à envisager une solution supranationale. Je suis absolument convaincu qu'une solution de ce genre, dans un cadre plus vaste, ne fera pas disparaître du jour au lendemain les conflits et les frictions entre la France et l'Allemagne; mais ces conflits et ces frictions ne constitueront plus alors le cœur du problème; ils ne seront que des phénomènes secondaires. Nombre d'entre vous m'objecteront peut-être que, jusqu'ici, les tentatives de solution dans un cadre plus vaste n'ont guère été prometteuses. Je sais qu'à l'heure actuelle, la politique française pèse, plus lourdement que jamais, sur toutes les tentatives de réintégration de l'Allemagne dans l'Europe. Depuis la conférence de Washington, on a enregistré un recul dont la responsabilité incombe surtout à la France. En ce qui me concerne personnellement, je ne suis pas un partisan enthousiaste du plan Schuman. Il n'y a pas lieu non plus de se faire des illusions sur le plan Pleven, même sous sa forme améliorée actuelle. Ni le projet français visant à poursuivre une politique étrangère européenne commune, un pool diplomatique

(1) Extraits d'une conférence faite par l'auteur, fin 1951.

en quelque sorte, ni les plans agricoles — le "plan Pflimlin" — ne peuvent apporter de solution réelle. Pourquoi?

L'Allemagne, une grande puissance?

Parce que toutes ces fondations de trusts sont des tentatives camouflées pour résoudre *seulement* le problème franco-allemand, et rien de plus. La France ne s'intéresse, au fond, qu'à un seul problème: la façon d'exclure l'Allemagne, une fois pour toutes, du cercle des grandes puissances. Bien sûr, il ne s'agit pas pour nous de vouloir redevenir à tout prix une grande puissance. On peut même prétendre que cette Allemagne-tronc dans laquelle nous vivons, ne témoigne pas précisément, à l'heure actuelle, d'un empressement fiévreux à assumer les devoirs d'une grande puissance, et que, de ce fait, elle n'en réclame pas les droits avec une âpreté excessive. Mais il y a trois choses que nous ne voulons pas: nous ne voulons pas rester éternellement déchirés en deux tronçons, nous ne voulons pas être russifiés, et nous ne voulons pas nous laisser ôter la possibilité de résoudre de façon convenable les problèmes sociaux qui appellent une solution urgente. Mais, sur tous ces points, nous n'avons guère d'appui et de compréhension à attendre de la France. Oui, nous pouvons peut-être même aller plus loin et dire que la France actuelle est absolument incapable, de par l'ensemble de sa situation, de poursuivre de tout coeur une politique comme celle dont l'Europe a aujourd'hui besoin. Même si elle le voulait, elle ne pourrait guère agir autrement.

Une entente directe avec la France signifierait donc, pour nous, lier notre destin à une puissance qui fait de sérieuses réserves. La France souhaite voir se stabiliser sa prépondérance incontestée — mais ce n'est pas pour diriger l'Europe et en faire une puissance cohérente: ce qu'elle veut, c'est écarter tout danger provenant d'une Allemagne en plein essor. Il est clair qu'une Europe de ce genre ne nous sera d'aucune aide. Nous avons besoin d'une Europe dont tous les membres renoncent sans distinction à leur souveraineté, afin que les dangers d'ordre militaire et social puissent être écartés.

Le prix de la stabilité

Il est parfaitement inutile de souligner que, si la France adopte une telle attitude, ce n'est pas du tout par aveuglement ou par orgueil: elle y est contrainte par les circonstances. C'est un beau pays, comblé par la nature, qui possède une histoire brillante et une population aussi intelligente qu'humaine. Mais c'est aussi un pays qui, plus qu'aucun autre, fait des révolutions, sans s'être pourtant beaucoup transformé. Bref, un maximum de révolutions pour un minimum de transformations. L'esprit et la volonté travaillent inlassablement, mais les formes de vie restent profondément ancrées. La France n'aime pas se transformer. Elle possède toujours un grand empire colonial, elle est toujours

solidement installée en Afrique du Nord (ce pays a toujours suscité chez elle, en secret, plus d'intérêt que tout notre pêle-mêle européen). C'est là-bas qu'elle a envoyé ses meilleures troupes — peut-être même les seules qui soient vraiment fortes! — c'est là-bas que, depuis des années, les capitaux fuient à un rythme inimaginable, et que les industries s'établissent avec la même rapidité.

Certes, seule une petite partie de la France rentre dans la catégorie des "classes possédantes"; les masses, elles, sont enchaînées et n'ont pas lieu de vouloir mettre quelque chose en sûreté. Mais où sont donc les masses? Elles forment la clientèle électorale des communistes, elles représentent un élément à part, que la nation n'a pas réussi à intégrer depuis la fin de la guerre. La classe ouvrière française est en quelque sorte un corps étranger au sein de son propre pays. Les paysans forment une masse solide, presque immuable, la véritable surface productive; comparativement aux normes européennes, elle est minime et très en retard sur celles de la plupart des autres pays du continent. La sobriété et la stabilité qui se cachent derrière, sont une grande source de force morale pour la France, dans la mesure où on peut qualifier de "force" le désir de stabilité. Il faut le dire — oui, on peut le dire —: le Français est, dans l'ensemble, plus heureux que nous; mais il me semble aussi qu'il paie très cher cette stabilité.

Défaite et victoire?

Eh bien oui, le Français pris en particulier n'a pas tellement conscience de ce manque d'"efficacité". La densité de la population est faible, la base agricole est large, le désir de confort technique — donc le standard de vie — est faible, dans la mesure où il est déterminé par le plan technique. Mais ce dont se contente chaque Français n'est pas suffisant pour parvenir à l'hégémonie mondiale, et ne répond pas aux besoins de la mobilisation occidentale. En un mot: l'économie française ne produit pas assez pour fournir une base solide aux prétentions de la France à diriger l'Europe. Les prétentions politiques et les capacités réelles ne coïncident pas. Cette amère constatation a naturellement aussi ses aspects psychologiques, qui se manifestent surtout par la perpétuelle oscillation entre la volonté de dominer et des crises de profonde dépression.

Il ne nous est pas facile de nous placer dans une situation semblable. Un pays qui se compte parmi les vainqueurs et occupe une place de premier plan dans le front des puissances victorieuses, qui détermine temporairement la politique des vainqueurs — ce même pays n'a nullement surmonté, sur le plan moral, la défaite de 1940. Il sent cette défaite, et les triomphes ultérieurs aux côtés de ses alliés vainqueurs n'ont pas suffi à apaiser le trouble profond qui règne depuis 1940 dans la conscience nationale française. C'est précisément cette situation psychologique qui nous impose, à nous Allemands, le devoir d'agir

vis-à-vis de la France avec une réserve pleine de tact, de ménager la conscience qu'elle a d'elle-même et de témoigner d'une très grande compréhension pour ses lubies et sa susceptibilité. Les grandes réalisations du gouvernement français en exil et de la Résistance n'ont nullement suffi à supprimer la contradiction douloureuse entre la défaite humiliante de 1940 et le rôle de vainqueur joué par la France à partir de 1945.

Cinq divisions . . .

Songons encore une fois, avec calme, à toutes les difficultés que ce fait devait susciter au moment de la renaissance de l'armée française, et aux violentes répercussions qu'il a, aujourd'hui encore, sur la volonté de défense de la France. Nous savons parfaitement avec quel retard la France s'est décidée à accepter les charges qui lui incombent en matière de défense. Il fallut les avertissements énergiques des Américains pour rappeler aux Français qu'il y a d'autres tâches militaires que la guerre d'Indochine et la sécurité de l'Afrique du Nord. Oui, si la France pouvait faire état de quarante divisions au lieu de cinq (comme c'est aujourd'hui le cas), le général Eisenhower se sentirait plus à l'aise et aborderait le problème de la défense atlantique avec des sentiments moins divisés. Il ne faut pas sous-estimer le courant de "neutralisme" qui se manifeste en France. Une grande partie de l'élite intellectuelle — qui joue en France, à l'encontre de ce qui se passe en Allemagne, un rôle réel — estime que la France s'engage là dans une aventure au-dessus de ses forces.

Telle est la situation, lorsque nous l'examinons objectivement et sans illusions. Tous les rêves d'entente directe entre la France et l'Allemagne s'écroulent devant de telles réalités. Car il est clair que si la France et l'Allemagne devenaient des partenaires, le déficit dont souffre la France dans presque tous les domaines susciterait les plus graves difficultés. Ce déficit nous obligerait à reconnaître le niveau français de la production, de l'armement et des capacités de défense comme le maximum possible, donc à abaisser notre propre niveau. Il est clair qu'une union des agricultures française et allemande — pour ne citer que cet exemple — serait pour nous un handicap, à moins que nous ne prétendions jouer le rôle du stimulant, du maître d'école — donc, menacer les formes de vie françaises. Allons-nous redevenir, aux yeux de la France, le trouble-fête qui, doté d'une capacité de production plus forte, force son voisin à changer sa façon de vivre? Au cours des conférences militaires, la France essaie de nous imposer une organisation militaire, et même une stratégie, qui ne répondent plus aux besoins modernes; il en serait de même dans les autres domaines, pour la production et l'organisation. Non, ce n'est vraiment pas le rôle que nous devons jouer à l'égard d'un pays qui n'est pas encore guéri des blessures que nous lui avons infligi-

gées et dont la méfiance envers l'Allemagne a plutôt augmenté ces derniers temps.

Ce n'est pas notre affaire

Aussi faut-il renoncer à l'idée d'une solution bilatérale du problème franco-allemand. Nous devons même aller plus loin et avoir le courage de dire que ce problème n'existe plus. Si notre voisin doit réduire son déficit de production pour être capable de jouer son rôle en Europe, l'impulsion doit être donnée par une sphère supérieure. En tout cas, ce n'est pas à nous de donner cette impulsion. Imaginons en effet toutes les frictions et les conflits qui surgiraient à nouveau si la France et l'Allemagne discutaient directement, entre elles, de leurs tâches européennes, comme le désire, par exemple, le général de Gaulle. Nous ne pouvons pas dire aux Français: "Renforcez votre capacité de défense", "Augmentez votre superficie cultivable"; nous ne pouvons pas leur dire: "Elevez votre niveau de production". C'est pourtant dans cette situation que nous serions placés, si nous essayions de négocier seuls à seule avec la France. Tous les efforts que la France doit encore faire pour donner une base solide à ses prétentions politiques actuelles, tous ces efforts ne peuvent ni ne doivent être pour les Allemands un sujet de mises en garde ou de revendications.

C'est seulement dans un cadre plus vaste — qu'on l'appelle Europe ou système atlantique — que le vieil antagonisme si paralysant peut se transformer en une coopération au sein de laquelle Français et Allemands ne se trouveront plus seuls face à face. C'est seulement de cette façon qu'il sera possible d'empêcher la diversité des formes de vie et des idéaux, de redevenir une source de discorde. C'est seulement alors que nous pourrons espérer parvenir à cette fécondation mutuelle qui fait la véritable valeur de l'Europe. Renonçons aujourd'hui à de belles phrases, et après-demain, nous aurons peut-être un monde, sinon beau, du moins acceptable et digne d'être un cadre de vie. L'entente franco-allemande ne doit pas être la condition préliminaire à une communauté européenne; elle doit en être la conséquence, le fruit, et — j'ose l'espérer — le plus beau, le plus noble fruit.